

Les caractéristiques régionales de la Turquie

Depuis le sommet de Helsinki, la Turquie est devenue le treizième pays candidat à l'adhésion à l'Union européenne.

Disparités régionales

Sur la base des données de l'OCDE, le PIB par habitant en termes de parités de pouvoir d'achat ne se monte qu'à 33,4% de la moyenne de l'Union européenne. De fait, la différence se situe depuis longtemps autour de ce niveau et remonte au moins au début des années cinquante, une croissance du PIB plus forte que celle de l'Union étant compensée par une croissance démographique plus importante. Les disparités régionales sont liées à d'importantes différences dans les caractéristiques géographiques et les conditions climatiques, mais elles trouvent aussi leurs racines dans les flux migratoires massifs qui sont intervenus pendant les périodes troublées de la fin du XIX^{ème} siècle et de la première moitié du XX^{ème}.

Les données disponibles sur le PIB par habitant par province (il y en a 80 et elles ont été agrégées en 19 régions d'une taille à peu près équivalente à celle des régions NUTS2) illustrent l'ampleur des disparités en 1997:

- entre l'est et l'ouest: les deux tiers de la population étaient concentrés dans l'ouest du pays sur la moitié de la superficie, et ils étaient à l'origine de 82% du PIB national. Le PIB par habitant y dépassait de 23% la moyenne nationale (elle était égale à 41% de la moyenne de l'Union européenne). A l'est, le PIB par habitant atteignait 53% de la moyenne nationale, soit à peu près le même chiffre que dix ans plus tôt;
- entre régions côtières et intérieures: dans les quatre régions côtières abritant globalement 55% de la population, le PIB par habitant dépassait de 26% la moyenne nationale;
- dans deux régions (Istanbul et Izmir), le PIB par habitant dépassait fortement la moyenne nationale (de 53% et 70%, respectivement), et se situait aux environs de la moyenne de l'Union européenne;
- dans sept régions (Mer Egée, zones côtières du sud, Ankara), le PIB par habitant se situait jusqu'à 50% au dessus de la moyenne nationale et entre 33% et 50% de la moyenne de l'Union européenne;
- sept régions (Anatolie intérieure et rives de la mer Noire) ont un PIB par habitant entre 50% à 100% de la moyenne nationale ou 20% et 33% de la moyenne communautaire;
- dans les trois régions restantes, dans l'est de l'Anatolie, le PIB par habitant s'élevait à un niveau compris entre 20% et 50% de la moyenne nationale et entre 7% et 16%

seulement de la moyenne de l'Union européenne, soit moins que toute autre région des pays candidats à l'adhésion.

Disparités sociales

Emploi

En 1998, le taux de chômage officiel était estimé à 6,3% de la population active, mais ce chiffre ne reflète pas la véritable situation compte tenu de l'absence d'un système de prestations de chômage et d'un sous-emploi substantiel. Sur les 20,5 millions de personnes employées dans le secteur civil, 5,5 millions étaient des travailleurs familiaux non rémunérés, surtout des femmes. Alors que le taux d'activité des hommes était voisin de la moyenne de l'Union européenne (79%), il était beaucoup plus faible pour les femmes (29% contre 59%), surtout dans les zones urbaines (15%). Les données sur les catégories professionnelles suggèrent que les femmes se heurtent à des difficultés considérables, ou même à une discrimination, lorsqu'elles cherchent à trouver un emploi dans l'industrie ou dans les services.

Education

Le taux d'analphabétisme est encore important (18% contre 3% en Grèce), même parmi les jeunes faisant partie de la population active et surtout parmi les femmes (24%). La fréquentation à l'enseignement obligatoire est inférieure à 90% de la classe d'âge concernée, surtout en raison du travail des enfants, dont 1 million âgés entre 6 et 14 ans travaillent, le tiers d'entre eux ayant moins de 12 ans.

Politiques structurelles

Politique régionale

Contrairement aux autres pays candidats, la Turquie a introduit une politique régionale pendant les années soixante-dix avec un système d'aide pour les entreprises. Les provinces aidées représentaient le tiers de la population et avaient un PIB moyen par habitant égal à 56% de la moyenne nationale.

Toutefois, cette politique n'a pas obtenu des résultats significatifs. En raison de problèmes de sécurité au cours des années quatre-vingt-dix, l'aide financière n'a pas attiré beaucoup de firmes dans les régions orientales. En outre, des problèmes de retard de développement ont été aggravés par des difficultés dans les industries du charbon (Zonguldak) et de la sidérurgie (Karabük).

Les données sur les investissements publics, qui restent importants du fait d'un grand secteur industriel nationalisé, montrent que l'aide aux régions défavorisées a été faible.

En 1997, il a dépensé 194 euros par habitant, dont 40% sont régionalisables.

Politique sociale

L'ajustement macro-économique en cours n'aura d'effets durables que s'il se double d'un large éventail de réformes au niveau social. Des efforts sont nécessaires au niveau de la législation du travail, de l'égalité des sexes, de la sécurité sociale, de la santé, de l'éducation et au niveau des droits de l'homme.

Les dépenses sociales de l'Etat turc ne représentent que 7% du PIB contre 25% pour les pays européens de l'OCDE, laissant une large partie de la population sans protection sociale adéquate.

Emploi

Il n'existe pas de régime général d'indemnisation du chômage en Turquie. Les réglementations du travail et les conventions collectives prévoient que les licenciements donnent lieu au versement d'une indemnité forfaitaire proportionnelle à la durée de l'emploi. Mais 50% des travailleurs ne sont pas déclarés et seulement 35% d'entre eux bénéficient de conventions collectives. Bien que la législation du travail ne comporte pas de dispositions discriminatoires, le rapport de 1998 sur le développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement concluait néanmoins que la discrimination en fonction du sexe sur le marché de travail est structurelle et institutionnalisée.

Santé

Pourtant, le régime actuel de santé est coûteux: ses dépenses ont augmenté sans garantir une protection sanitaire satisfaisante. En 1998, son déficit représentait 2,7% du PIB, soit un tiers du déficit budgétaire total. Le système souffre aussi de graves problèmes d'équité car les régions urbaines sont plus favorisées que les régions rurales. Mais les centres publics de santé, qui s'adressent en priorité aux régions rurales, ont vu leur part passer de 7 à 3% du budget de la santé entre 1992 et 1996.

Education

Bien que sa population d'âge scolaire soit proportionnellement bien plus élevée, la Turquie ne consacre que 2,1% de son PIB à l'enseignement primaire et secondaire (moyenne de l'OCDE: 3,4%). Ses dépenses par élève sont faibles aussi bien dans le primaire (20% de la moyenne de l'OCDE) que dans le secondaire (12% de la moyenne de l'OCDE). L'Etat turc n'a pas de politique pour inciter les familles les plus pauvres à laisser leurs enfants fréquenter les écoles, car ils constituent une importante source d'argent.

Conclusion

Dans le contexte de sa préparation à l'adhésion, il est essentiel que la Turquie se dote de politiques régionale et sociale à la hauteur de ses problèmes dans ce domaine, afin d'avoir un instrument opérationnel, qui lui permettra le moment venu de participer aux politiques communautaires de renforcement de la cohésion économique et sociale.